

Éditorial du Syndicaliste Indépendant n°212 du 2 octobre 2019**L'heure n'est pas à la concertation pour discuter des modalités d'application mais à la mobilisation et la grève unie pour empêcher la réforme Delevoye !**

Nous avons reçu le mardi 1^{er} octobre du ministre de l'Éducation nationale, monsieur Blanquer, et du haut-commissaire aux retraites, monsieur Delevoye, une invitation à une « concertation sectorielle relative à la réforme des retraites ». La FNEC FP-FO ne s'y rendra pas et s'en expliquera dans un courrier public au ministre et au haut-commissaire.

La confédération Force Ouvrière est déterminée à mettre en échec cette réforme qui donne toutes les clés à l'État, les valeurs du point résultant chaque année d'un ajustement aux contraintes de l'économie. La confédération entend agir pour défendre et maintenir l'ensemble des régimes et rejette le projet de contre-réforme.

Nous voulons défendre le régime général, les régimes complémentaires, les régimes spéciaux et le Code des pensions civiles et militaires.

Nous n'acceptons ni un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite, ni la baisse drastique du niveau des pensions.

La confédération FO, en ce qui concerne les concertations, vient de réaffirmer que Force Ouvrière n'ira pas discuter de la mise en place de la réforme et de ses ajustements. Yves Veyrier, notre secrétaire général, dès la publication du rapport en juillet, avait clairement exprimé que nous ne négocierons pas les réglages d'un système qui supprime les régimes existants. Nous n'irons pas à Canossa.

Dans ces conditions, que peut signifier une invitation à une concertation sectorielle relative à la réforme des retraites ?

Ce que la confédération refuse au niveau interprofessionnel parce qu'elle veut empêcher la réforme, parce qu'elle la rejette, le gouvernement voudrait-il tenter de l'imposer dans des concertations sectorielles qui vaudraient de son point de vue, un accord pour l'accompagnement et la mise en œuvre de son funeste projet ? Il s'agit selon messieurs Blanquer et Delevoye de discuter des modalités d'application de leur projet. Nous n'en serons pas. Et nous allons redire aux ministres que nous ne désertons pas l'expression des revendications de nos mandants auprès des pouvoirs publics, c'est le rôle du syndicat. Nous sommes disponibles pour exprimer à l'État-employeur nos revendications, notamment sur les retraites et sur les salaires. Nous revendiquons une revalorisation de 18% du point d'indice, 18% perdus par rapport à l'inflation depuis 2000. Nous demandons sur ces revendications des discussions sérieuses. Nous demandons aussi une discussion urgente dans les CHSCT sur les suicides de collègues détruits par les conditions de travail épouvantables qui leur sont imposées, et aussi sur les conséquences de l'incendie de Lubrizol à Rouen.

.../...

Avec la confédération, avec la fédération générale des fonctionnaires (FGF-FO) en défense du statut général et du Code des pensions civiles et militaires, nous nous engageons résolument dans la préparation de la grève interprofessionnelle unie à compter du 5 décembre, en réponse à la décision des syndicats de la RATP qui oppose la mobilisation à la concertation sectorielle. La fédération va s'adresser à toutes les fédérations de l'Éducation nationale pour une préparation commune de la grève à compter du 5 décembre.

Nous allons multiplier les réunions d'information, les réunions publiques, les assemblées générales de salariés, y adopter des motions, des pétitions, des prises de position, des appels intersyndicaux qui décident : grève à partir du 5, grève pour empêcher le projet, grève pour gagner et commencer à bloquer le gouvernement sur l'ensemble de ces lois et projets rétrogrades : retraite, loi de transformation de la fonction publique, fin des CAP et des CHSCT, loi Blanquer, destruction de l'AFPA et de la formation professionnelle initiale sous statut scolaire, territorialisation de l'Éducation nationale...

Ce sont ces discussions que mèneront dans quelques jours les 900 délégués qui participeront au 18^{ème} congrès de la FNEC FP-FO à Clermont Ferrand.

Hubert Raguin
Secrétaire général